

Compte rendu du Conseil Municipal du 28 novembre 2014 à 18 h 00, réuni sous la présidence de Monsieur Éric PENSO, Maire.

Etaient Présents : Éric PENSO – France GABORIT – Thierry VINDOLET – Bernadette BRISARD – Gilles CHRETIEN – Séverine TEILHARD-RIOLA – Thierry NOEL – Yves FANJAUD – Marjolaine AVENTURIER – Gilles DUTAU – Monique BARON – Guy MARTRE – Gabrielle CROUZIL – Julien BASCOUL – Simon UGUEN – Guillaume BUREL – Anne VINCENT-FAGOT – Vincent MEYNIER – Vanesa DEDIEU – Michel CHASTAING – Bernard DUVIC – Marie-Noëlle SIBIEUDE.

Etaient Représentés : Servane BESSOLES par Gabrielle CROUZIL - Christine DAVY par Éric PENSO
Guy FILLET par Marjolaine AVENTURIER - Brigitte MIAS par Gilles CHRETIEN
Valérie ADAM par Michel CHASTAING

Etaient Absents : Faouzia DAHMANE - Logan GIRARD

Nombre de conseillers :

- En exercice : 29
- Présents : 22
- Votants : 27

Monsieur le Maire ouvre la séance et constate que le quorum est atteint.
L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

00 - Affaires générales - Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 6 novembre 2014

Le procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 6 novembre 2014 est adopté à l'unanimité.

01 - Affaires générales – Application de l'article L2122-23 du Code Général des Collectivités Locales

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal des décisions qu'il a prises, par délégation du Conseil Municipal, depuis la séance du 6 novembre 2014 :

- **Décision n° 2014-041 du 14 novembre 2014 :** conclusion d'un avenant n°1 en plus-value au marché n°2014-05 du 9 juillet 2014, relatif aux travaux de peinture et de revêtement souple dans les bâtiments communaux, d'un montant de 1 655.03 € HT, consistant à des rajouts de travaux supplémentaires (salle des mariages, portes bâtiment OSTAU, sol souple de deux bureaux) et portant le montant total du marché de la somme de 28 090.00 € HT à la somme de 29 745.03 € HT.

Le Conseil Municipal en prend acte.

02 – Affaires générales – Modification du parcellaire soumis au régime forestier

Monsieur Gilles DUTAU, conseiller municipal délégué aux espaces naturels, informe le Conseil Municipal que les travaux menés régulièrement dans la forêt communale et notamment ceux prévus en 2015 sont l'occasion de mettre à jour l'assiette foncière des terrains communaux bénéficiant du régime forestier.

Après vérification et étude par les services de l'ONF, il y aurait lieu d'apporter des modifications au classement du régime forestier, suite à la cession de diverses parcelles de forêt communale.

Il propose d'intégrer à la forêt communale les parcelles cadastrales, appartenant à la Commune, enclavées ou jouxtant la forêt, afin de maintenir la superficie de la forêt communale.

La surface des parcelles relevant du régime forestier passerait après restructuration de 100 ha 71 a 00 ca à 107 ha 52 a 14 ca.

Il propose au Conseil Municipal :

- De demander l'abrogation des décisions antérieures en matière d'application du régime forestier
- De demander le bénéfice du régime forestier pour les parcelles communales dont la liste se trouve en annexe, portant la surface de la forêt communale à 107,5214 ha.
- D'autoriser le Maire ou l'un de ses adjoints à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte cette affaire à l'unanimité.

03 – Affaires générales – Modification des tarifs communaux

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de modifier la tarification de l'ensemble des tarifs communaux consistant en l'application d'une augmentation moyenne de l'ordre de 0.5%.

L'ensemble de ces modifications tarifaires sont prises en compte dans le tableau ci-joint.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte cette affaire à l'unanimité.

(PJ : tarifs 2014)

04 – Affaires générales – Licence spectacles vivants

Monsieur le Maire indique au Conseil Municipal que la Commune organise des manifestations en direction de tous les publics et qu'elle doit, à ce titre, être titulaire des licences 1.2.3 d'entrepreneur de spectacles vivants pour toutes les manifestations municipales faisant appel à des intermittents du spectacle.

Il propose au Conseil Municipal d'approuver ce titre d'entrepreneur dont Madame la Conseillère Municipale à la Culture sera détentrice.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte cette affaire à l'unanimité et autorise Monsieur le Maire ou un de ses Adjointes à signer tout document s'y rapportant.

05 – Affaires Générales – Compte-rendu annuel à la Collectivité (CRAC) de l'exercice 2013 concernant la concession d'aménagement de la ZAC « Le Castelet »

Vu le Code de l'urbanisme, et notamment son article L. 300-5,

Vu le traité de concession signé le 31 octobre 2013 entre la commune de Clapiers et la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM)

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité Locale dressé par la SAAM pour l'exercice 2013, ci-joint, sera présenté au Conseil Municipal.

Monsieur CHRETIEN, adjoint à l'urbanisme indique que par délibération en date du 22 octobre 2009, le Conseil Municipal a approuvé les objectifs poursuivis par l'opération d'aménagement d'une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) dénommée « Le Castelet » située sur le secteur des Moulières, à savoir la réalisation d'un nouvel « éco-quartier » principalement à usage d'habitation et de commerces de proximité correspondant à un besoin important et réel en logement et s'inscrivant dans les objectifs du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) et du Programme Local de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ainsi que les modalités de concertation.

Le projet d'aménagement pour la ZAC « Le Castelet » prévoit la construction d'environ 450 logements dont 30% de logements sociaux et 300 m² SDP environ de commerces de proximité.

Il répond aux enjeux définis par la Commune, à savoir :

- Valoriser les espaces naturels en intégrant la problématique hydraulique,
- Définir une armature d'espaces publics en cohérence avec celle préexistante,
- Proposer des formes urbaines compactes et diversifiées.

Par délibération du Conseil Municipal en date du 11 octobre 2013, la Commune de Clapiers a approuvé le bilan de la concertation et le dossier de création de la ZAC de l'éco-quartier « Le Castelet ».

Lors de ce même conseil, elle a décidé de confier à la SAAM les tâches nécessaires à la réalisation de cette opération dans le cadre d'une concession d'aménagement. La concession d'aménagement a été notifiée à la SAAM par courrier en date du 13 novembre 2013.

La fin de l'année 2013 a consisté principalement au lancement des procédures administratives nécessaires à la mise en œuvre de l'opération et la préparation des dossiers de consultation des différents prestataires à retenir.

Le nouveau bilan prévisionnel est équilibré à 16 831 K€ HT et reste inchangé par rapport au dernier bilan approuvé.

En conséquence, il propose au Conseil Municipal :

- d'approuver le Compte Rendu Annuel à la Collectivité Locale de la concession d'aménagement de la ZAC « Le Castelet », présenté par la SAAM pour l'année 2013,
- d'approuver le nouveau bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisé de l'opération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- d'approuver le Compte Rendu Annuel à la Collectivité Locale de la concession d'aménagement de la ZAC « Le Castelet », présenté par la SAAM pour l'année 2013,

- d'approuver le nouveau bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisé de l'opération.

(PJ : Compte Rendu Annuel à la Collectivité de 2013)

06 - Personnel – Modification du tableau des effectifs

Monsieur Thierry NOËL, adjoint au personnel indique au Conseil Municipal que pour des motifs de bonne gestion des services, il conviendrait :

- De supprimer un poste d'agent de maîtrise principal à temps complet, suite à la nomination de cet agent au grade de technicien après détachement pour stage.
- De supprimer un poste d'ATSEM principal de 2^{ème} classe à temps non complet suite au départ à la retraite de l'agent occupant ce poste et de l'affectation de ses heures à un autre agent.
- De supprimer deux postes d'adjoints administratifs de 1^{ère} classe à temps complet et de créer, corrélativement, deux postes d'adjoints administratifs principaux de 2^{ème} classe à temps complet.
- De créer un poste d'adjoint technique de 1^{ère} classe à temps complet.

Et de modifier en conséquence le tableau des effectifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de modifier ainsi qu'il suit le tableau des effectifs :

Service Administratif :

Directeur Général des Services.....	temps complet.....	1
Attaché Principal	temps complet.....	1
Attaché	temps complet.....	1
Rédacteur Principal de 2 ^{ème} classe.....	temps complet.....	1
Rédacteur	temps complet.....	2
Adjoint Administratif Principal 1 ^{ère} classe.....	temps complet.....	1
Adjoint Administratif Principal 2 ^{ème} classe.....	temps complet.....	2
Adjoint Administratif 2 ^{ème} classe	temps complet.....	6
Adjoint Administratif 2 ^{ème} classe	temps incomplet (25h).....	1
Contractuel Collaborateur de Cabinet.....	temps complet.....	1
Technicien principal de 2 ^{ème} classe	temps complet.....	1

Service Communication :

Adjoint Administratif principal de 2 ^{ème} classe	temps complet.....	1
Adjoint Administratif 2 ^{ème} classe	temps complet.....	1

Police Municipale :

Chef de Service	temps complet.....	1
Brigadier-Chef Principal	temps complet.....	2
Gardien de Police	temps complet.....	1
Adjoint Administratif Principal 2 ^{ème} classe.....	temps complet.....	1

Service Technique :

Technicien principal de 1 ^{ère} classe	temps complet.....	1
Technicien	temps complet.....	1
Adjoint Technique Principal 1 ^{ère} classe	temps complet.....	1
Adjoint Technique Principal 2 ^{ème} classe	temps complet.....	3
Adjoint Technique Principal 2 ^{ème} classe	temps incomplet (31h).....	1
Adjoint Technique 1 ^{ère} classe	temps complet.....	1
Adjoint Technique 2 ^{ème} classe	temps complet.....	8

Service des Écoles et Restaurants Scolaires :

ATSEM Principal de 1 ^{ère} classe.....	temps complet.....	2
ATSEM 1 ^{ère} classe.....	temps complet.....	2
Adjoint Technique Principal de 2 ^{ème} classe	temps complet.....	1
Adjoint Technique Principal de 2 ^{ème} classe	temps incomplet (29h).....	2

Adjoint Technique 2 ^{ème} classe	temps complet	6
Adjoint Technique 2 ^{ème} classe	temps incomplet (33 h)	1
Adjoint Technique 2 ^{ème} classe	temps incomplet (29 h)	1
Adjoint Technique 2 ^{ème} classe	temps incomplet (25 h)	1
Adjoint Technique 2 ^{ème} classe	temps incomplet (23 h)	2
Adjoint Technique 2 ^{ème} classe	temps incomplet (20 h)	1
Adjoint Technique 2 ^{ème} classe	temps incomplet (18 h)	1
Services Enfance jeunesse – Culture – Sport – Convivialité – Protocole – Aînés actifs		
Attaché Territorial.....	temps complet	1
Animateur principal 2 ^{ème} classe.....	temps complet	1
Animateur	temps complet	1
Adjoint Administratif 2 ^{ème} classe.....	temps complet	1
Adjoint d'animation 1 ^{ère} classe.....	temps complet	5
Adjoint d'Animation 2 ^{ème} classe	temps incomplet (31h)	1
Adjoint d'Animation 2 ^{ème} classe	temps incomplet (25h)	2
Adjoint d'Animation 2 ^{ème} classe	temps incomplet (22h)	2
Adjoint d'Animation 2 ^{ème} classe	temps incomplet (19h)	1
Adjoint Administratif 2 ^{ème} classe.....	temps incomplet (29h30)	1

07 - Finances – Décision modificative budgétaire n°2

Madame France GABORIT, adjointe aux finances indique au Conseil Municipal que la Commune a reçu des notifications de subvention pour des travaux d'investissement, qui n'avaient pas été inscrites au budget. Cela va permettre d'inscrire de nouvelles dépenses. Les notifications reçues sont les suivantes :

1. Modifications de la section d'investissement

- Agence de l'Eau : attribution d'une subvention pour les travaux de restauration forestière de la ripisylve du Lez : 17 340,00€
- Conseil Régional Languedoc-Roussillon : attribution d'une subvention pour les travaux de restauration forestière de la ripisylve du Lez : 11 560,00€
- Conseil Général de l'Hérault :
 - o attribution d'une subvention au titre du Fonds d'Equipeement des Communes Urbaines (FECU), pour le financement des travaux de la Montée de la Fiole : 76 200,00€
 - o attribution d'une subvention pour les travaux de restauration forestière de la ripisylve du Lez : 7 240,00€
- Communauté d'Agglomération de Montpellier : attribution d'une subvention pour les Projets d'Intérêt Communautaire, destinée à financer les travaux de la Montée de la Fiole : 50 000,00€
- Archives Départementales de l'Hérault : attribution d'une subvention pour la réfection des enduits muraux des magasins d'archives de la Commune : 12 270,00 €
- Hérault Energies : attribution d'une subvention pour des travaux d'éclairage public : 7 840,00€

Le montant total de ces subventions s'élève à 182 450,00€.

Ces recettes nouvelles vont permettre de prévoir les dépenses suivantes :

- Travaux de voirie : 172 450,00€
- Véhicules : 10 000,00€

2. Modifications de la section de fonctionnement

Les crédits affectés au Chapitre 65 « Autres charges de gestion courante » seront insuffisants, compte tenu des subventions déjà accordées aux associations et des demandes reçues. Il conviendra par conséquent d'augmenter ces crédits, notamment le compte 6574 « Subventions de fonctionnement aux associations ».

Ces dépenses nouvelles seront compensées par des recettes plus importantes que prévu.

D'une part, il a été notifié à la Commune qu'elle percevrait 51 800,00€ au titre du Fonds de Péréquation des Ressources intercommunales et communales (FPIC) alors que 40 000,00€ avaient été prévus au budget.

D'autre part, la Commune a d'ores et déjà touché un montant de Taxe additionnelle aux droits de mutation à titre onéreux supérieur aux prévisions.

Section de fonctionnement							
Dépenses				Recettes			
Chapitre	Imputation	Libellé	Montant	Chapitre	Imputation	Libellé	Montant
65	641-6574	Reversement, restitution et prélèvements divers	16 000,00 €	73	020-7325	Fonds de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales (FPIC)	11 800,00 €
					020-7381	Taxe additionnelle aux droits de mutation	4 200,00 €
	Crédits ouverts au chapitre avant modification (BP):		359 223,00 €		Crédits ouverts au chapitre avant modification (BP):		2 972 662,00 €
	Crédits ouverts au chapitre après modification :		375 223,00 €		Crédits ouverts au chapitre après modification :		2 988 662,00 €
Total section avant DM2			5 020 824,00 €	Total section avant DM2			5 020 824,00 €
Total section après DM2			5 036 824,00 €	Total section après DM2			5 036 824,00 €

Section d'investissement							
Dépenses				Recettes			
Chapitre	Imputation	Libellé	Montant	Chapitre	Imputation	Libellé	Montant
21	822-2152	Installations de voirie	172 450,00 €	13	822-1323	Subvention d'équipement versée par le Département	76 200,00 €
					822-13251	Subvention d'équipement versée par le Groupement à Fiscalité Propre de rattachement	50 000,00 €
					816-1322	Subvention d'équipement versée par la Région	11 560,00 €
					816-1323	Subvention d'équipement versée par le Département	17 340,00 €
	020-2182	Matériel de transport	10 000,00 €		816-1326	Subvention d'équipement versée par l'Agence de l'eau	7 240,00 €
					020-1323	Subvention d'équipement versée par le Département	12 270,00 €
					822-1326	Subvention d'équipement versée par Hérault Energies	7 840,00 €
					Crédits ouverts au chapitre avant modification (BP):		266 266,00 €
	Crédits ouverts au chapitre après modification :		448 716,00 €				
Total section avant DM2			Total section avant DM2			2 086 269,63 €	
Total section après DM2			Total section après DM2			2 268 719,63 €	

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité d'approuver la décision modificative budgétaire n°2 du budget principal de la Commune comme indiqué ci-dessus.

08 - Finances – Attribution de subventions aux associations

Madame France GABORIT, adjointe déléguée aux finances informe le Conseil Municipal que la Commune a été destinataire de demandes de subventions de la part des associations, comme indiqué dans le tableau suivant :

Nom de l'association	Subvention de fonctionnement	Subvention exceptionnelle
AS Clapiers - Teyran	1 500,00 €	
US Clapiers	6 500,00 €	
ASPAM Allégria	400,00 €	
Fédération des aveugles et amblyopes de France	300,00 €	
Prévention routière	300,00 €	
Association des paralysés de France	300,00 €	
Rabbits	1 000,00 €	1 000,00 €
Cla'pieds rando	1 000,00 €	
Association de Chasse St Hubert		395,00 €
Pégoroc	1 000,00 €	
Gymnastique Artistique de Clapiers	1 000,00€	
Jacou Clapiers Hand Ball	1 500,00€	
<i>Sous total</i>	<i>14 800,00 €</i>	<i>1 395,00 €</i>
Total subventions	16 195,00 €	

Elle propose au Conseil Municipal d'accorder aux associations une subvention comme porté dans le tableau ci-dessus.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité d'approuver les demandes de subventions aux associations (Madame DEDIEU ne participe pas au vote relatif à la subvention allouée à l'Association « Rabbits »).

09 - Finances – Aide exceptionnelle aux Communes sinistrées

Madame France GABORIT, adjointe déléguée aux finances informe le Conseil Municipal que les intempéries des mois de septembre et octobre derniers, en particulier l'épisode du 29 septembre, ont occasionné de nombreux dégâts dans le département.

Au titre de la solidarité entre Communes, elle propose au Conseil Municipal de débloquer une aide exceptionnelle de 800,00€, versée à l'Association des Maires de l'Hérault.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité d'approuver le déblocage d'une aide exceptionnelle de 800,00€ aux Communes sinistrées.

10 - Finances – Fiscalité de l'urbanisme – Taxe d'aménagement

Madame France GABORIT, adjointe déléguée aux finances indique au Conseil Municipal que lors de sa séance du 17 novembre 2011, le Conseil Municipal a instauré la taxe d'aménagement, ce au taux de 5%. Dans sa rédaction initiale, cette délibération doit être renouvelée à compter de l'exercice 2014.

Afin de pérenniser cette ressource et de simplifier la gestion communale, elle propose au Conseil Municipal que cette taxe soit reconduite tacitement pour les années suivantes, à compter du caractère exécutoire de la délibération, sauf décision contraire de l'organe délibérant.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité d'approuver la reconduction tacite de la taxe d'aménagement au taux de 5%.

11 – Affaires scolaires et périscolaires – Participation CLIS Jacou

Madame TEILHARD-RIOLA, adjointe déléguée aux affaires scolaires et périscolaires indique au Conseil Municipal que la classe d'intégration spécialisée de Jacou accueille des enfants des communes extérieures dont un enfant est domicilié sur Clapiers.

Le Conseil Municipal de la Commune de Jacou a fixé à 920.00 € la participation financière par enfant aux frais de scolarité.

Elle sollicite le paiement de cette somme, cette dépense figurant parmi les dépenses obligatoires que doit s'acquitter la Commune de Clapiers envers la Commune de Jacou.

Elle propose donc au Conseil Municipal d'approuver la convention ci-annexée à conclure avec la Commune de Jacou fixant ainsi la participation de la Commune de Clapiers aux frais de scolarité de cet enfant et d'autoriser Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à signer toute pièce se rapportant à cette affaire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité d'approuver la convention ci-annexée à conclure avec la Commune de Jacou et d'autoriser Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à signer toute pièce se rapportant à cette affaire.

12 – Affaires scolaires et périscolaires – Reconduction du CEJ

Madame Séverine TEILHARD-RIOLA, adjointe déléguée à l'enfance rappelle au Conseil Municipal que la municipalité s'est engagée depuis janvier 2000 dans un projet d'actions pour l'enfance et la jeunesse dans le cadre des dispositifs Contrat Temps Libres et Contrat Enfance, puis depuis 2006 dans le cadre du Contrat Enfance et Jeunesse, institués par la Caisse d'Allocations Familiales à l'égard des 0-17 ans.

Ces contrats ont successivement permis de renforcer les actions et dispositifs existants, de développer des structures d'accueil péri et extrascolaires et d'instaurer des initiatives partenariales nouvelles.

La convention qui lie la Commune de Clapiers à la Caisse d'Allocations Familiales couvre la période du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2014.

Il convient aujourd'hui de signer un nouveau contrat Enfance et Jeunesse qui couvrira la période de janvier 2015 à décembre 2018.

Le contenu de ce nouveau contrat reprend les actions déjà inscrites dans le précédent Contrat Enfance et Jeunesse.

Elle propose donc au Conseil Municipal :

- d'approuver cette reconduction du Contrat Enfance Jeunesse pour la période du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2018.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte cette affaire à l'unanimité et autorise Monsieur le Maire ou un de ses Adjoints à signer tout document s'y rapportant

13 – Affaires scolaires et périscolaires – Reconduction de la convention avec l'association « Jouons en Ludothèque »

Madame Séverine TEILHARD-RIOLA, adjointe déléguée aux affaires scolaires et périscolaires rappelle que le Conseil Municipal, en date du dix-sept novembre 2011 a décidé de mettre en place un Lieu d'Accueil Enfants Parents (LAEP) et de conclure une convention de partenariat avec l'association « Jouons en Ludothèque » ci-jointe.

Elle indique que la convention de partenariat avec l'association est réactualisée chaque année.

La nouvelle convention mentionne les dates du fonctionnement du LAEP pour l'année 2014/2015 et le coût annuel de 9 800 euros.

Elle précise que ce dispositif est financé par le Conseil Général et la CAF à hauteur d'environ 60%, la différence étant supportée par la commune (environ 4000 euros) par an.

Elle propose donc au Conseil Municipal de signer la nouvelle convention de partenariat d'encadrement du LAEP avec l'association dénommée « Jouons en Ludothèques ».

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte cette affaire à l'unanimité et autorise Monsieur le Maire ou un de ses Adjoints à signer tout document s'y rapportant.

14 – Affaires scolaires et périscolaires – Tarification ALAE et restaurants scolaires

Madame Séverine TEILHARD-RIOLA, adjointe déléguée à l'enfance, rappelle au Conseil Municipal que le Service Enfance, dans le cadre des Accueils de Loisirs Associés à l'Ecole (ALAE) (Matin et Soir) applique une tarification aux familles, modulées selon leur Quotient familial qui compte également une aide du CCAS,

Tableau de tarification au 1^{er} janvier 2014

ALAE		facturation	aide CCAS
tarif	1	1,48 €	- €
tarif	2	1,20 €	0,28 €
tarif	3	0,85 €	0,63 €
tarif	4	0,64 €	0,84 €
tarif	5	0,44 €	1,04 €

Cette tarification peut être revalorisée à chaque année civile.

Concernant la restauration scolaire, la tarification se décline, depuis le 1^{er} janvier 2014 comme suit :

restauration scolaire		facturation	aide CCAS
tarif	1	3,88 €	- €
tarif	2	2,94 €	0,94 €
tarif	3	2,28 €	1,60 €
tarif	4	1,46 €	2,42 €
tarif	5	0,90 €	2,98 €

Cette tarification peut être revalorisée à chaque année civile.

Actuellement, le tarif « restauration » défini dans le tableau ci-dessus, correspond à un forfait comprenant le prix du repas et l'animation ALAE du midi.

La Caisse d'Allocations Familiales demande qu'apparaisse dans la tarification « restauration » facturée aux familles, une distinction entre le prix du repas et le prix de l'ALAE du midi.

Elle propose donc un tarif spécifique « ALAE midi » comme présenté dans ce tableau, à compter du 1^{er} janvier 2015, comportant une augmentation de l'ordre de 0,5% :

restauration scolaire		REPAS	ALAE MIDI	FACTURATION	aide ccas RS	aide ccas ALAE	total aide CCAS
tarif	1	3,30 €	0,60 €	3,90 €	- €	- €	- €
tarif	2	2,50 €	0,45 €	2,95 €	0,80 €	0,14 €	0,94 €
tarif	3	1,94 €	0,35 €	2,29 €	1,35 €	0,25 €	1,60 €
tarif	4	1,25 €	0,22 €	1,47 €	2,06 €	0,37 €	2,42 €
tarif	5	0,77 €	0,14 €	0,91 €	2,52 €	0,46 €	2,98 €

L'aide du CCAS reste inchangée dans sa globalité.

Elle propose donc au Conseil Municipal d'approuver cette tarification distinguant le prix du repas et l'ALAE « midi »

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte cette affaire à l'unanimité et autorise Monsieur le Maire ou un de ses Adjoints à signer tout document s'y rapportant.

15 – Affaires diverses – Information sur les champs électromagnétiques

Monsieur le Maire indique que la Commune de Clapiers a sollicité auprès de l'Agence Nationale des Fréquences des mesures d'exposition aux champs magnétiques lesquelles sont consignées dans le rapport et la note de synthèse ci-jointe.

Le Conseil Municipal en prend acte.